

François Hollande en Lorraine : de l'optimisme et des non-dits

by La Gazette - jeudi, novembre 27, 2014

<https://correspondances.fr/francois-hollande-en-lorraine-de-loptimisme-et-des-non-dits/>

Revenu en Lorraine pour la troisième fois en trois ans, François Hollande a manifesté un optimisme sans faille quant à l'avenir de la sidérurgie régionale et au décollage d'une filière aéronautique. Soigneusement cadrée, la visite de ce lundi 24 novembre 2014 a relégué au second plan mécontentements et interrogations.

La vallée de la Fensch ne pouvait espérer meilleur VRP. Fidèle à sa promesse de revenir à Florange (Moselle) chaque année, François Hollande a martelé sa confiance en la sidérurgie régionale à laquelle il fixe l'objectif de devenir « *l'une des meilleures du monde* ».

Sa visite du lundi 24 novembre 2014 l'a également conduit sur les friches de l'ancien haut fourneau d'Uckange (Moselle) où le centre de recherche & développement public sur l'acier Métafensch doit ouvrir en 2015, puis à Commercy (Meuse) pour inaugurer l'usine d'aubes pour moteurs d'avion Safran-Albany, qui doit générer 400 créations d'emploi. A chaque étape, le Président a témoigné d'un optimisme inébranlable qui a estomaqué les uns et convaincu les autres.

Bouderies et fumier

Soigneusement cadrée, la visite présidentielle a néanmoins donné lieu à diverses manifestations de mécontentement. Les élus communiste et du Front de Gauche ainsi que le maire FN de Hayange, Fabien Engelmann ont boudé la présentation du projet Métafensch.

Ancienne ministre de la Culture et frondeuse de l'étape, Aurélie Filipetti n'a pas manqué de rappeler ses regrets quant à la non-nationalisation du site Arcelor-Mittal de Florange. Les syndicats protestataires, qui avaient décliné la rencontre à laquelle se sont rendues la CFDT et la CFE-CGC, n'ont guère apprécié de voir le cortège présidentiel entrer par l'accès arrière des Grands Bureaux de Florange pour les éviter.

Plus virulents, les agriculteurs ont recouvert de fumier un fourgon de la gendarmerie posté à Florange et déversé 10 tonnes de la même matière devant les locaux de la Dreal à Metz, où ils ont fait brûler de la paille et des pneus. La place de la préfecture et la place de la République, où se tient le marché de Noël, ont également eu droit au fumier et aux brasiers, sans affrontement ni interpellation.

Pacte Lorraine et Ecotaxe

François Hollande a brièvement cité le Pacte Lorraine, dernier gage du gouvernement Ayrault, qui connaît quelques retards au démarrage. Le président du conseil régional de Lorraine y voit une confirmation et assure n'avoir pas souhaité importuner le Président avec des questions d'ordre opérationnel.

D'après négociations se profilent pourtant suite à la réduction de moitié de l'enveloppe prévue dans le cadre du contrat de plan Etat-Région, qui s'annonce à 287 millions d'euros pour la période 2015/2020. Le Pacte lorraine doit quant à lui mobiliser 300 millions d'euros répartis à parts égales entre l'Etat et les

collectivités.

Dans l'interview exclusive accordée au Républicain lorrain et à l'Est républicain le 24 novembre, le chef de l'Etat évacue la question par un bref :

Les discussions plus constructives ont abordé la question d'une écotaxe régionale. François Hollande s'est dit favorable à l'expérimentation du dispositif en Lorraine et en Alsace sous réserve du respect des engagements européens.

La question des compensations des restructurations militaires à Metz, où la base aérienne 128 reste en déshérence, a été évitée, mais les salariés d'Ecomouv' ont été partiellement rassurés par la promesse du chef de l'Etat, qui a jugé « *inconcevable* » l'idée de les abandonner.

Les salariés d'Ecomouv seront fixés sur leur sort à Noël

Les représentants CFDT, CGT et FO d'Ecomouv, qui n'y croyaient plus guère, ont été reçus par François Hollande durant 35 minutes à l'occasion de sa visite en Moselle. Visiblement au fait du dossier, le chef de l'Etat a assuré qu'il n'abandonnerait pas les 157 salariés du site messin, qui doivent bénéficier d'une garantie de salaire durant un an pour accompagner leur reconversion suite à l'abandon de l'Ecotaxe qu'ils devaient collecter.

La direction du travail a d'ores et déjà débloqué une enveloppe pour lancer au plus vite les bilans de compétences individuels qui doivent faciliter le reclassement d'un personnel souvent hautement qualifié. Les syndicats et les ministères de l'Ecologie et du Budget planchent sur plusieurs pistes, dont celle de la création d'une plateforme européenne de renseignement sur les directives communautaires.

Mais la sortie de crise est tributaire d'un accord que l'Etat et le consortium d'industriels devront trouver d'ici au 30 décembre 2014, terme du préavis qui découle de la rupture du contrat fin octobre. En cas de contentieux engagé soit par l'Etat, soit par Ecomouv', les sommes prévues pour l'indemnisation et la reconversion des salariés seront bloquées.